
Surmonter le décrochage franco-allemand ?

René Lasserre



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/551>

DOI : 10.4000/rea.551

ISBN : 978-2-8218-0858-4

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2007

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « Surmonter le décrochage franco-allemand ? », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 81 | mai 2007, mis en ligne le 24 avril 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/551> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.551>

Surmonter le décrochage franco-allemand ?

Le rétablissement économique de l'Allemagne se confirme au delà de toutes les espérances. Dès la fin de l'année 2006, la reprise de l'activité avait enclenché une reprise vigoureuse de l'emploi, permettant ainsi d'absorber sans dommage la hausse redoutée de la TVA et d'installer le pays sur la voie d'une croissance et d'une consolidation financière durables. Les dernières prévisions, révisées à la hausse, confirment que l'Allemagne est bel et bien sortie de la spirale de stagnation dans laquelle elle s'était enfermée aux lendemains de l'unification et a réussi à recréer au moins deux des conditions qui lui permettent de se replacer dans le cercle vertueux de la compétitivité globale. Le retour à l'équilibre budgétaire est désormais assuré à échéance prochaine, ce qui garantit aux collectivités publiques la perspective de marges de manœuvre retrouvées à la fois pour abaisser la pression fiscale et soutenir efficacement l'innovation et la compétitivité. La reprise effective de l'emploi garantit quant à elle une dynamique durable de la demande interne, confortant ainsi les capacités d'investissement des entreprises et consolidant, au moins en partie, le financement des régimes sociaux. Reste que la troisième condition, celle d'une réforme en profondeur de ces derniers, est encore à mener à bien, mais elle devrait pouvoir être poursuivie dans un climat social plus serein et sur des bases de consensus renouvelées.

Vu de France, on mesure le chemin parcouru de l'autre côté du Rhin et l'ampleur de celui qui reste à faire de ce côté-ci. Et l'on est encore plus perplexe quant à la marche à suivre car, en dépit de la similitude des défis, l'expérience allemande est difficilement transposable en France. Moins d'ailleurs en raison des différences, incontestablement très marquées, de cultures ou de comportements des acteurs politiques et sociaux, que du fait des disparités structurelles des deux économies. Dans sa stratégie d'adaptation, et en dépit des très fortes contraintes de l'unification, l'Allemagne a disposé d'atouts spécifiques qui font en partie défaut à l'économie française. C'est en effet en s'appuyant sur les spécialisations sectorielles de son industrie et sur ses positions commerciales extérieures que l'Allemagne s'est engagée dans un effort considérable de compétitivité externe et qu'elle a finalement réussi, par ses excédents, à relancer ses investissements intérieurs et renouer avec la croissance.

De ce côté-ci du Rhin, c'est une autre démarche qui a prévalu. En dépit d'une demande intérieure plus dynamique, mais du fait d'un appareil industriel hétérogène fortement polarisé entre un petit nombre de grands groupes opérant sur le marché mondial et un tissu de PME fragiles centrées sur le marché domestique, la France n'a pas réussi à enclencher cette dynamique de compétitivité intégrée entre marché externe et marché intérieur. Et plutôt que de miser sur une vision dynamique de l'entreprise, les gouvernements successifs ont articulé l'essentiel de leur politique économique sur une stratégie défensive de

l'emploi, fondée sur le partage du travail et le soutien de la demande intérieure, via la dépense publique et les transferts sociaux, les uns et les autres impliquant des charges accrues pour l'entreprise, la stagnation du pouvoir d'achat et la pérennisation du chômage.

De sorte que l'équation française, au moment de l'échéance majeure que constitue l'élection présidentielle, se pose en des termes sensiblement plus complexes et plus aléatoires que ceux qui ont présidé à l'expérience allemande. En termes politiques tout d'abord : la distance est considérable au plan des choix programmatiques, entre d'une part le changement de cap résolu et courageux opéré à la tête du SPD par Gerhard Schröder avec l'*Agenda 2010*, puis par Franz Müntefering avec le Pacte de Grande Coalition et, d'autre part, la pusillanimité réformatrice du Parti socialiste et l'*aggiornamento* purement cosmétique de la « démocratie participative » proposé par sa candidate. Quant à la solution Bayrou d'une grande coalition virtuelle des compétences et des talents pour changer la donne, elle a certes recueilli un réel succès d'estime auprès de l'électorat au 1^{er} tour, mais ne trouvera pas de concrétisation politique immédiate.

Difficile, l'équation française l'est également en termes économiques : car la France ne dispose pas de la puissance industrielle allemande et des potentiels de compétitivité de cette dernière qui, dans le cadre d'une croissance européenne retrouvée, lui permettraient une stratégie offensive de sortie par le haut. Au contraire, les gouvernements français successifs n'ont cessé depuis des années d'affaiblir le tissu économique intérieur et les entreprises sous l'effet d'un interventionnisme étatique multiforme et de l'accroissement des charges. La voie du redressement s'annonce ainsi très étroite, qui passe par la restauration d'une croissance interne, fondée sur une plus grande flexibilité et sur une revalorisation du travail, créatrices de productivité et de revenu, eux-mêmes générateurs d'investissement et d'emploi.

Cette stratégie de longue haleine fondée en quelque sorte sur une reconstruction et une revitalisation du marché intérieur n'est pas sans implications dans le contexte d'un marché européen largement ouvert. Et l'on peut comprendre pourquoi s'expriment, y compris par la voix du candidat du renouveau économique, certaines tonalités protectrices et une prise de distance relative par rapport aux règles du jeu et aux pratiques du marché européen, notamment en matière commerciale et monétaire. Si, au delà du contexte électoral, ces discours devaient trouver leur prolongement dans la politique européenne française des prochains mois, il y aurait là, à n'en pas douter, une nouvelle source de friction entre la France et ses partenaires, et en tout premier lieu l'Allemagne. Et cela laisserait mal augurer d'un effort conjugué des deux pays en vue de surmonter rapidement la crise actuelle de l'Union européenne.

René Lasserre
27 avril 2007